

# Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ECONOMIE

13 mars 2007

## AUDIT 2007

### Enseignement supérieur : la cote d'alarme

**Sous-financées au regard des standards internationaux, les universités peinent à se moderniser pour affronter la concurrence, améliorer la professionnalisation, et assurer aux étudiants de solides chances de réussite. Les grandes écoles, elles, sont en quête de visibilité.**

Conflit du CPE, séisme provoqué par le classement de Shanghai, fuite des cerveaux, rapports alarmistes... les symptômes de la crise s'accumulent dans l'enseignement supérieur, français tandis que le système paraît pris dans la nasse. La santé fragile des universités et des grandes écoles ne se mesure pas uniquement à l'aune de leur contre-performance dans le classement de Shanghai : la première université française est 46<sup>e</sup>. Elle transparait aussi dans des indicateurs moins contestables. Ainsi, 39 % d'une génération est aujourd'hui diplômée d'université. C'est, certes, deux fois plus que dans les années 1970, mais c'est moins qu'aux Etats-Unis (55 %). Contrairement aux idées reçues, la France n'a donc pas trop d'étudiants dans une économie de la connaissance qui requiert une élévation générale du niveau de qualification. Mais le chômage et la déqualification des jeunes diplômés témoignent d'une insuffisante adaptation aux besoins du marché d'emploi.

#### Manque de visibilité

Malgré une timide amorce de rattrapage, la nation est peu généreuse vis-à-vis de son enseignement supérieur. Elle dépense à peine 8.165 euros en moyenne par an et par étudiant, soit un peu moins que la moyenne des pays de l'OCDE et la moitié des Etats-Unis. La pénurie affecte surtout les universités, qui ne reçoivent que 6.700 euros par étudiant – contre 13.700 pour les étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles – de l'Etat, des entreprises, mais aussi des étudiants (les droits d'inscription restent faibles

comparés à de nombreux pays étrangers).

Là n'est pas l'unique leçon de Shanghai, qui en sanctionnant le manque de visibilité des établissements, pose aussi la question de la pertinence du modèle français. Le système dual – grandes écoles et universités – demeure une exception aux résultats inégaux.

#### Universités : situation critique

La situation des 85 universités est de loin la plus critique. Sommées d'assumer la massification (1,5 million des 2 millions d'étudiants sont dans les campus) en accueillant, sans sélection et sans moyens un public de plus en plus hétérogène (bac professionnels, enfants d'ouvriers...), elles sont soumises à une triple injonction de performance : professionnaliser les cursus, maintenir l'excellence de leur recherche, élever le niveau général de qualification. Or si le potentiel est là, les premières années ont pris des allures de parcours du combattant où s'opère une sélection par défaut : échec scolaire (21 % des étudiants échouent, 15 % se réorientent), filières surchargées (psychologie, sport, arts) malgré leurs débouchés incertains, désaffection pour les sciences... Certes, les établissements ont réussi à calquer leurs diplômés sur les standards internationaux (licence, master, doctorat) et à regrouper leurs forces au sein des pôles de recherche et d'enseignement supérieur. Mais la vraie modernisation paraît encore en suspens, faute d'avoir levé les tabous – financement, sélection, autonomie, statut des enseignants.

Le sort des élèves des grandes écoles et des cycles courts – BTS, DUT – paraît plus enviable : ces formations sélectives offrent en effet de réels débouchés professionnels. Pour ces établissements, l'enjeu est autre : réussir leur ouverture sociale, et parvenir à se rendre visibles dans un système mondial tout entier tourné vers les universités et la recherche.

L. A.